

Objet du marché de services hors prestations intellectuelles  
**Travaux d'élagage, d'abattage d'arbres et de débroussaillage  
sur le réseau routier du District de Limoges  
(RN 141 RN520 et RN21 – Départements de la Charente et Haute-Vienne)**

1- **Généralités** : Référence dossier PLACE : ELAG087LI

Code CPV : 77211300-5 ; 77211400-6 ; 77211500-7

Date limite de remise des offres : 12/05/2025 à 12H

Acheteur - Pouvoir Adjudicateur : Direction Interdépartementale des Routes Centre-Ouest (DIRCO)

Point de contact : pfcpc.pcpaj.sg.dirco@developpement-durable.gouv.fr

Lieu de livraison ou d'exécution : départements 16 et 87

Caractéristiques principales : marché à bons de commande concernant l'exécution de l'abattage d'arbres, de l'élagage et du débroussaillage sur les dépendances du réseau du district de Limoges.

Procédure définie par le décret marchés publics 2018-1075 : marché à procédure adaptée (MAPA)

Conditions minimales de participation : ☒ néant ☐ chiffre d'affaires annuel supérieur à ... € HT ☐ capacités minimales requises : ...

Dévolution : soit entreprise individuelle, soit groupement solidaire ou conjoint avec mandataire solidaire.

Dans le cas d'un groupement solidaire, les règlements seront effectués sur un compte unique.

**2- Composition du Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) :**

Le DCE comprend : le présent RC et les pièces contractuelles constitutives du marché indiquées au CCAP ; les pièces suivantes non contractuelles : le plan du réseau du district de Limoges.

L'acheteur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au DCE, au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres ; celle-ci pourra être reportée.

Le candidat pourra faire parvenir, au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des offres, une demande de renseignements via la PLACE (plate-forme des achats de l'État), à laquelle l'acheteur répondra au plus tard 6 jours avant la date de remise des offres.

**3- Documents à fournir par les candidats :**

Le dossier de candidature :

Les candidats peuvent présenter leur candidature sous la forme du DUME

- *Capacité économique et financière* : chiffre d'affaires des 3 dernières années.

- *Références* : marchés de même nature exécutés au cours des 3 dernières années, indiquant le montant, la date et l'acheteur public ou privé, avec attestation de bonne exécution.

- *Capacité professionnelle* : certificats de qualité attestant la compétence du candidat ; effectifs humains et moyens matériels du candidat.

Y compris pour les sous-traitants et co-traitants, avec la nature et le montant des prestations concernées.

A défaut de fournir ces documents, le candidat pourra indiquer le site internet sur lequel ils peuvent être consultés gratuitement ; ou indiquer l'offre qui les contient, déjà remise dans l'année à la DIR Centre-Ouest.

Le dossier de l'offre :

1°) L'offre financière : détail estimatif (DE) engagement signé par le représentant légal du candidat (l'acte d'engagement et le bordereau/liste des prix ne sont pas à fournir)

2°) Le mémoire justificatif et explicatif, limité à 50 pages (les pages au-delà de cette limite ne seront pas analysées).

L'attention des candidats est attirée sur l'importance que le pouvoir adjudicateur attache au contenu du mémoire justificatif, à sa clarté et à sa précision. La présentation d'un mémoire imprécis, voire lacunaire sera sanctionnée au niveau de la notation lors de l'analyse des offres (au niveau de chaque sous-critère).

En outre, les informations rapportées devront être classifiées et en corrélation avec les prestations objet de la présente consultation : tout mémoire justificatif trop généraliste et/ou « fourre-tout » sera également sanctionné lors de l'analyse.

Le mémoire justificatif et explicatif devra détailler les dispositions prévues par le candidat pour mener à bien la prestation dans son contenu et ses objectifs.

Il sera présenté en 2 sous parties et devra comporter les éléments suivants :

### **\* 1ère partie : Technique**

- L'organisation technique et humaine mise en place pour la réalisation de chaque type de prestation. Disponibilité du matériel et des équipes.
- La formation initiale du personnel : joindre les attestations de formation / compétence de chaque intervenant (cf. liste au CCTP art. 3.2.2.)
- Les moyens matériels dédiés à la réalisation de chaque type de prestation : joindre les certificats de conformité des matériels et les fiches produits.
- L'organisation technique et humaine pour la réalisation de prestation en urgence.

### **\* 2ème partie : Environnementale**

- Les mesures prises en matière de protection de l'environnement (Sensibilisation du personnel à l'environnement, gestion des déchets, caractéristiques des matériels utilisés, gestion des transferts de matériels, ...)
- Les mesures prises en matière de modes de transport à faible impact environnemental.

A ce titre il devra fournir :

- un plan de livraison indiquant le type de véhicules utilisés, les mesures de mutualisation des livraisons pour réduire les trajets inutiles, ...
- une estimation du bilan carbone des transports liés à l'exécution du marché et les actions proposées pour compenser ou réduire ces émissions (ex : plantation d'arbres, participation à un programme de compensation carbone, ...)
- Les mesures relatives à l'hygiène et la protection des chantiers.

### **4- Variantes - options :**

- Compléments à apporter au CCTP :
- Variante (l'offre de base n'étant pas obligatoire) :
- Prestations supplémentaires éventuelles PSE :

### **5- Réception des plis :**

Les offres seront obligatoirement remises sur la PLACE, sous la référence du dossier indiquée en tête .

Les pièces non demandées seront rejetées.

Les offres doivent répondre aux éventuelles tranches optionnelles, aux compléments au CCTP et aux PSE rendus obligatoires. A défaut de réponse complète, l'offre pourra être rejetée.

Un candidat pourra remettre plusieurs offres en agissant en qualité de candidat individuel et de co-traitant d'un groupement.

En cas d'allotissement, les candidats pourront soumettre une offre pour plusieurs lots.

### **6- Critères de sélection :**

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés comme suit :

- Critère C1 : prix pondéré à  % note prix =  x prix moins-disant / prix offre concernée
- Critère C2 : valeur technique pondéré à  % avec les sous-critères  suivants :
  - \* Moyens humains et méthode d'organisation des interventions : 40 %
  - \* Habilitations et certifications des personnels : 30 %
  - \* Moyens matériels dédiés aux prestations et disponibilité : 30 %
- Critère C3 : critère environnemental pondéré à  % avec les sous-critères  suivants :
  - \* Pertinence des mesures prises en matière de protection de l'environnement : 40 %
  - \* Pertinence des mesures prises en matière de modes de transport à faible impact environnemental : 30 %
  - \* Pertinence des mesures prises en matière d'hygiène et de protection des chantiers : 30 %

Les annexes ne seront pas considérées comme pièces contractuelles mais rentreront en ligne de compte dans la

valeur technique de l'offre.

Les s/critères seront notés de 0 à 100% proportionnellement à la qualité de l'offre ; le maximum sera attribué lorsque l'offre sera de qualité pleinement satisfaisante. Les notes seront arrondies à 1 décimale.

En cas d'égalité, l'offre retenue sera celle ayant obtenu la meilleure note au critère le plus important.

## **7- Classement des offres :**

Les offres non éliminées selon le décret 2018-1075 seront classées selon leurs notes globales, calculées en sommant chaque note critère pondérée.

En cas d'erreurs dans les documents financiers remis, la priorité sera donnée :

au montant total de l'offre, l'offre pouvant être éliminée à défaut de régularisation
---

Sur demande de l'acheteur, le candidat communiquera toute précision sur le dossier de l'offre, dans le délai imparti, notamment sur les décompositions ou sous-détails des prix.

En procédure adaptée ou concurrentielle avec négociation (y compris suite à appel d'offres infructueux), les 3 offres les mieux classées pourront être négociées, sans que ce soit un impératif. La négociation prendra la forme d'échanges sur les aspects techniques et financiers, avec d'éventuelles réunions dans les locaux de la DIR ou sur site.

## **8- Documents à fournir par l'attributaire :**

- l'acte d'engagement (AE) complété éventuellement après mise au point et à signer par l'attributaire ; les autres pièces ne sont pas signées ; en cas de groupement conjoint, les co-traitants signent l'AE
  - le bordereau/liste des prix éventuellement à compléter si les prix en chiffres y figurent (sans prix en lettres)
  - les documents réglementaires fiscaux et sociaux datant de moins de 6 mois : Attestation de vigilance, attestation fiscale, certificat attestant la régularité en matière d'obligation d'emploi de travailleurs handicapés.
  - les attestations d'assurance exigées, notamment en matière de risques professionnels et le RIB
- La notification du marché sera effectuée via la PLACE, avec accusé de réception automatique.

**9- Recours :** l'instance de recours est le Tribunal Administratif, à saisir selon les voies précisées à l'article L551 du code de justice administrative. Adresse : 

Cours Vergniaud 87000 Limoges (tél 05 55 33 91 55)
--